ADEUNIS

Société anonyme

283 rue Louis Néel
Parc technologique Pré Roux
38920 CROLLES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

BDO Rhône-Alpes
20 rue Fernand Pelloutier
38139 ECHIROLLES

S.A.S. au capital de 3 000 000 €
061 500 542 RCS Grenoble

DELOITTE & ASSOCIES
106 cours Charlemagne
69002 LYON

S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

ADEUNIS

Société anonyme

283 rue Louis Néel
Parc technologique Pré Roux
38920 CROLLES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2020

A l'assemblée générale de la société ADEUNIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ADEUNIS relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 7 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues pour la reconnaissance du chiffre d'affaires et procédé, notamment, à des tests pour vérifier le correct rattachement des produits à la période concernée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 7 juillet 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Echirolles et Lyon, le 24 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

BDO Rhône-Alpes	**DELOITTE & ASSOCIES**
Justine GAIRAUD	Guillaume VILLARD

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

BILAN

	ACTIF *(en milliers d'euros)*	31/03/2020 BRUT	AMORT. ET PROVISIONS	NET	31/03/2019 NET
ACTIF IMMOBILISE	**Immobilisations incorporelles**				
	Concessions, brevets et droits similaires	981	-744	237	511
	Fonds commercial	374	0	374	374
	Immobilisations corporelles				
	Installations techniques, matériel et outillage	2 118	-1 755	363	665
	Autres immobilisations corporelles	590	-539	51	104
	Immobilisations en cours	0	0	0	0
	Immobilisations financières				
	Participations	0	0	0	0
	Créances rattachées à des participations	0	0	0	723
	Autres immobilisations financières	120	0	120	184
	Actif immobilisé	**4 183**	**-3 038**	**1 145**	**2 561**
ACTIF CIRCULANT	**Stocks et en-cours**				
	Matières premières, approvisionnements	309	-81	228	414
	Produits intermédiaires et finis	1 432	-414	1 018	1 656
	Avances et acomptes sur commandes	20	0	20	97
	Créances				
	Clients et comptes rattachés	1 660	-12	1 648	2 466
	Autres créances	2 450	0	2 450	1 431
	Disponibilités	1 384	0	1 384	1 838
	Charges constatées d'avance	47	0	47	83
	Ecart de conversion actif	2	0	2	3
	Actif circulant	**7 304**	**-507**	**6 797**	**7 988**
	TOTAL ACTIF	**11 487**	**-3 545**	**7 942**	**10 549**

	PASSIF *(en milliers d'euros)*	31/03/2020	31/03/2019
CAPITAUX PROPRES	Capital (dont versé : 1 138)	1 138	9 101
	Primes d'émission	0	4 059
	Réserve légale	0	50
	Autres réserves	1618	164
	Report à nouveau	0	-5 264
	Résultat	1 272	-5 354
	Capitaux propres	**4 028**	**2 756**
PROVISIONS	**Provisions pour risques et charges**		
	Provisions pour risques	42	70
	Provisions pour charges	71	0
DETTES	**Dettes financières**		
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	225	1 968
	Emprunts et dettes financières diverses	0	748
	Avances et acomptes reçus	163	151
	Dettes d'exploitation		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 139	1 725
	Dettes fiscales et sociales	727	1 497
	Autres dettes	1 539	1 286
	Produits constatés d'avance	7	43
	Ecarts de conversion passif	1	305
	TOTAL PASSIF	**7 942**	**10 549**

Comptes Annuels

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)	31/03/2020	31/03/2019
Production vendue de biens	8 129	10 622
Production vendue de services	749	1 320
Chiffre d'affaires	**8 878**	**11 942**
Production stockée	215	543
Reprises sur provisions et transferts de charges	569	149
Autres produits	94	18
Total produits exploitation	**9 756**	**12 652**
Achats de matières premières et autres appros.	-549	-606
Variation stock matières premières	253	18
Autres achats et charges externes	-6 610	-9 183
Impôts et taxes	-107	-150
Salaires et traitements	-2 520	-3 615
Charges sociales	-1 262	-1 916
Dotations aux amortissements et provisions		
Sur immobilisations	-517	-521
Sur actif circulant	-582	-115
Dotations aux provisions	0	0
Autres charges	-276	-106
Résultat d'exploitation	**-2 414**	**-3 542**
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	1	26
Reprise sur provision et trf de charges	2 357	
Charges financières		
Dotations aux provisions	-2	-2 364
Intérêts et charges assimilées	-533	-76
Différences négatives de change	-1	0
Résultat financier	**1 822**	**-2 414**
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	5
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 500	0
Reprises sur provisions	0	0
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 963	-104
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-4 040	0
Dotations aux amortissements et provisions	- 71	0
Résultat exceptionnel	**1 425**	**-99**
Impôt sur les résultats / CIR	439	701
RESULTAT NET	**1 272**	**-5 354**
Résultat par action – pour 2 275 270 actions en €	0,56	- 2,35

ANNEXE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Restructuration de l'activité d'ADEUNIS

Au 31 octobre 2019, la branche Audio de la société ADEUNIS a été vendue au groupe VOGO pour un montant de 6 500 000 euros. Cette cession a permis de restructurer les capitaux propres de la société, et a été accompagnée de la mise en place d'une nouvelle stratégie commerciale centrée sur les gammes standard de produits à destination de clients grand comptes.

Les éléments concernés par cette cession sont les suivants :

Pays	Eléments	Montant
France	FDC	3 642 705
	Immo corp.	200 000
	Brevets	207 295
	FDC	**4 050 000**
	Stock	950 000
	Créance interco	1 200 000
	Valeur FDC total	**6 200 000**
USA	Valeur Titres Adeunis NA	**300 000**
	Prix de cession	**6 500 000**

En outre, une meilleure maîtrise des ressources et une politique d'achat et de gestion de la sous traitance industrielle a également contribué à une amélioration des marges brutes sur le second semestre.

- Crise Covid-19

La crise du COVID-19 est venue perturber la fin de l'exercice 2019/2020.
L'exercice clos au 31 mars 2020 n'a pas été outre mesure perturbé par la survenance de cette crise et le début du confinement / télétravail qui s'en est suivi.
Le business plan ayant pu être assuré dans son ensemble, et le chiffre d'affaires visé a été globalement atteint.

- Lancement de nouveaux Services

Au cours de l'exercice écoulé, Adeunis a intensifié la mise en place de sa plateforme KARE+ permettant aux clients installateurs de produits de captage de données de gérer à distance le parc installé.

- Renforcement des fonds propres

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 17 septembre 2019, la société a procédé à plusieurs opérations en capital motivé par des pertes cumulées à fin 2019 :

- Une division du nominal des actions pour le porter de 4€ à 0,50€
- Une réduction du capital de 9 101 080€ pour 2 275 270 actions à 1 137 635€
- L'imputation de cette réduction au poste RAN pour 6 345 394€, le ramenant a 0€
- La création d'une " réserve spéciale indisponible provenant d'une réduction de capital" pour la différence constatée de 1 618 050€

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les facteurs de risques ont été largement modifiés depuis la publication du rapport financier sur les comptes au 31 mars 2019, notamment concernant le risque lié à la continuité d'exploitation décrit ci-dessous :

Les comptes annuels au 31 mars 2020 font ressortir :

Une augmentation de la situation nette de 1 271 960€ par rapport au 31 mars 2019 s'expliquant par le niveau de profit de l'exercice et sur cette même période, une baisse de la trésorerie nette de 453 765€. Ainsi, au 31 mars 2020, celle-ci s'élève à 1 384 460€.

Dans ce contexte, les comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration selon le principe de continuité d'exploitation peut avoir lieu dans un contexte plus favorable comparé à la clôture des comptes de l'exercice précédent, compte tenu des évènements suivants qui ont permis ce renversement :

- Apport de trésorerie résultant de la cession de l'activité Vokkero : le montant de la transaction a atteint 6,5 millions d'euros, dont 6 millions d'euros payés en numéraire. Le solde a été affecté en garantie du paiement par ADEUNIS de toute somme qui pourrait être due à VOGO et sera payé, en l'absence d'engagement de ladite garantie, en numéraire en 3 tranches égales, 12, 24 et 36 mois après la réalisation de l'opération. Le solde pourra toutefois être payé en 2 tranches de 0,25 million d'euros, l'une 9 mois après la réalisation de l'opération et l'autre 18 mois après la réalisation de l'opération en cas de mise en place par ADEUNIS d'une assurance tenant lieu de garantie de la garantie.

- Le produit net de la cession, hors garantie, a été intégralement alloué au désendettement de l'entreprise vis-à-vis des banques, au remboursement anticipé de son emprunt obligataire souscrit auprès de la société Harbert et au renforcement de la trésorerie afin d'assurer le financement de l'exploitation sur le périmètre recentré de l'IIoT pour les prochains exercices.

- Opération sur les capitaux propres : dans sa 20ième résolution, l'AGM du 17 septembre 2019 a décidé (adoption à l'unanimité) :

    - De réduire le capital d'un montant de 7 963 445 € par voie de diminution de la valeur nominale des 2 275 270 actions ordinaires, réduite de 4 € à 0,50 €, ramenant le capital social de 9 101 080€ à 1 137 635 € ;

- D'imputer le montant de cette réduction sur le compte Report à Nouveau dont le solde -est passé de -6 345 394€ à 0 € ;
- De porter la différence entre la diminution de capital et le RAN, soit 1 618 051€ au crédit d'un compte de « réserve spéciale indisponible provenant de la réduction de capital » ;
- De constater que le capital social s'élève à 1 137 635€ divisé en 2 275 270 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,50€.

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		478 824	1 355 039	1 355 039
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		940 734	2 117 232	2 117 232
Installations générales agencements aménagements divers			300 089	300 089
Matériel de transport			8 082	8 082
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		70 541	282 192	282 192
TOTAL		1 011 275	2 707 594	2 707 594
Autres participations		2 777 833		
Prêts, autres immobilisations financières			119 846	119 846
TOTAL		2 777 833	119 846	119 846
TOTAL GENERAL		4 267 931	4 182 479	4 182 479

2.2 Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	1 832 373		1 490
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	3 013 475		44 490
Installations générales agencements aménagements divers	300 089		
Matériel de transport	8 082		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	351 434		1 298
TOTAL	3 673 081		45 788
Autres participations	3 077 859		300 026
Prêts, autres immobilisations financières	183 573		63 728
TOTAL	3 261 432		363 754
TOTAL GENERAL	8 766 886		316 476

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	947 309	260 722	464 269	743 761
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 349 093	181 816	776 239	1 754 671
Installations générales agencements aménagements divers	256 699	18 491		275 190
Matériel de transport	8 082			8 082
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	290 765	29 837	64 759	255 843
TOTAL	2 904 639	230 145	840 998	2 293 786
TOTAL GENERAL	3 851 948	490 867	1 305 267	3 037 547

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	260 722				
Instal.techniques matériel outillage	181 816				
indus. Instal.générales	18 491				
agenc.aménag.divers	29 837				
Matériel de bureau informatique mobilier					
TOTAL	230 145				
TOTAL GENERAL	490 867				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Garanties données aux	67 421	26 579	53 962		40 038
clients Pertes de change	3 258	1 856	3 258		1 856
Autres provisions pour risques et charges		71 000			71 000
TOTAL	70 679	99 435	57 220		112 894

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation	2 498		2 498		
Sur autres immobilisations financières	2 351 658		2 351 658		
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	280 13	573 899	359 075		494 836
	156 544	8 438	153 458		11 524
TOTAL	2 790 712	582 337	2 866 688		506 361
TOTAL GENERAL	2 861 391	681 772	2 923 908		619 255
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		608 915	566 495		
financières		1 856	2 357 414		
exceptionnelles		71 000			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an plus au	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	119 846	1	119 846
Clients douteux ou litigieux	13 602	0	13 602
Autres créances clients	1 645 528	1 645 528	
Personnel et comptes rattachés	200	200	
Impôts sur les bénéfices	560 507	560 507	
Taxe sur la valeur ajoutée	155 855	155 855	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	30 969	30 969	
Débiteurs divers	1 702 698	1 702 698	
Charges constatées d'avance	47 784	47 784	
TOTAL	4 276 989	4 143 541	133 448

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	225 101	225 101		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 140 384	1 140 384		
Personnel et comptes rattachés	353 959	353 959		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	312 872	312 872		
Taxe sur la valeur ajoutée	15 473	15 473		
Autres impôts taxes et assimilés	44 758	44 758		
Autres dettes	1 539 060	1 539 060		
Produits constatés d'avance	7 360	7 360		
TOTAL	3 638 968	3 638 968		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 740 653			

Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Nombre de titres			
Valeurs nominales en euros	Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS 0.50	2 275 270			2 275 270

La société a procédé à plusieurs opérations en capital :

- Une division du nominal des actions pour le porter de 4€ à 0,50 €
- Une réduction du capital de 9 101 080 € pour 2 275 270 actions à 1 137 635€
- L'imputation de cette réduction au poste RAN pour 6 345 394€, le ramenant a 0€
- La création d'une " réserve spéciale indisponible provenant d'une réduction de capital " pour la différence constatée de 1 618 051€

Fonds commercial

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds de commerce	373 977			373 977	
Total	373 977			373 977	

Dans le cadre de la première application du règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement n°2014-03 de l'Autorité des normes comptables relatif au Plan comptable général, les dispositions de première application pour le fonds commercial inscrit au bilan au 01/01/2016 sont les suivantes :

Le fonds commercial figure à l'actif pour un montant de 373 977€
Au regard des critères inhérents à l'utilisation par l'entreprise du fonds commercial, il n'est pas retenu de caractère limité de sa durée d'utilisation.

Le fonds commercial n'est pas amorti. Un test de dépréciation est réalisé au moins une fois par an.

Le test de dépréciation qui a été réalisé afin de comparer la valeur nette comptable de l'actif à la valeur actuelle n'a pas entrainé de provision pour dépréciation.

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont donc pas immobilisés.

	Valeurs	Taux d'amortissement
LOGICIELS	916 970	33.00
SITE INTERNET	64 092	33.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels & licences	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Bancs de test	Linéaire	5 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.
Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits et en cours

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Les stocks en fin de période se composent de la manière suivante :

Stocks 31/03/20

Intitulé	31/03/2020
STOCKS DE MAT PREMIERES	308 328 €
STOCKS DE PRODUITS FINIS	1 432 798 €
STOCK EN TRANSIT	- €
TOTAL STOCKS BRUTS	**1 741 126 €**
DEPRECIATION STOCK MP	-80 147 €
DEPRECIATION STOCK PF	-414 690 €
	1 246 289 €

Lors de la cession de la branche Audio (Vokkero), il a été cédé pour 950 000€ de stock (valeur nette de dépréciation).
A la fin de l'exercice, une mise au rebut de stock obsolète pour 477 036€ a été décidée et a entrainé une dotation complémentaire de 265 173€ au 31/03/2020.
La dépréciation des stocks non obsolètes a rotation lente représente 17 800€.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	104 377
Autres créances	15 385
Total	119 763

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 101
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	543 926
Dettes fiscales et sociales	580 346
Autres dettes	7 777
Total	1 133 150

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	47 784
Total	47 784
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	7 360
Total	7 360

Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes Emission	Réserves et RAN	Ecart de conversion	Résultat	**Capitaux**
Capitaux propres 31/03/2018	**8 732**	**4 428**	**-2 411**		**-2 639**	**8 110**
Affectation du résultat au 31/03/2018			-2 639		2 639	**0**
Variation de capital	369	-369				**0**
Ecart de change						**0**
Résultat au 31/03/2019					-5 354	**-5 354**
Capitaux propres 31/03/2019	**9 101**	**4 059**	**-5 050**	**0**	**-5 354**	**2 756**
Affectation du résultat au 31/03/2019			-5 354		5 354	**0**
Variation de capital	-7 963	-4 059	12 022			**0**
Ecart de change						**0**
Autres variations						**0**
Résultat au 31/03/2020					1 272	**1 272**
Capitaux propres 31/03/2020	**1 138**	**0**	**1 618**	**0**	**1 272**	**4 028**

À la suite de la constatation de la perte de plus de la moitié du capital social au 31/03/2019, l'AG a entériné l'apurement des pertes par imputation sur le Capital Social.

A l'issue de cette opération, le capital social est de 1 137 635€, et la réserve spéciale de 1 618 051€. Avec le résultat de l'année de 1 271 960€, les capitaux propres sont valorisés à 4 027 646€.

4. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur géographique	Montant
FRANCE	4 529 367
EXPORT	4 349 117
Total	8 878 484

A 8 878 484€, le chiffre d'affaire d'ADEUNIS à fin mars 2020 s'inscrit en retrait de -26% par rapport à la même période de l'exercice précédent mais sur un périmètre ayant fortement évolué :

(en milliers d'euros)	**31/03/2020**	**31/03/2019**	**Variation**	**%**
IIoT Catalog Range	3 504	2 523	+981	+39%
IIoT Customized Products	1 344	2 882	-1 538	-53%
Modules M2M	1 279	1 141	+138	+12%
Chiffre d'Affaires du nouveau périmètre	**6 127**	**6 546**	**-419**	**-6%**
Vokkero	2 751	5 396	-2645	-49%
Total Chiffre d'affaires ADEUNIS	**8 878**	**11 942**	**-3 064**	**-26%**

Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres	Montant
des organes de direction ou de gérance	622 755
Total	622 755

Les dirigeants sont les 3 membres du comité de direction mandataires sociaux.
Au début de l'année et jusqu'à la cession VOKKERO, deux autres Mandataires sociaux étaient présents.
Les rémunérations versées à tous les Mandataires Sociaux ayant été présent sur cet exercice, s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros) 31/03/2020	
Rémunération fixe	566 984
Rémunération variable annuelle	23 697
Rémunération exceptionnelle	0
Autres rémunérations	24 577
Avantages en nature	7 497
Rémunérations totales	622 755

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	22
Agents de maîtrise et techniciens	3
Employés	7
Total	32

5. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Dette actuarielle		194 240
Engagement total		194 240

Hypothèses de calculs retenues

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 62 ans
- Table de mortalité : TG 05
- Turn-over : 3% dégressif (cadres et non cadres)
- Taux d'actualisation : 1,42%
- Augmentation annuelle des salaires : 3% (cadres et non cadres)
- Départ à l'initiative des salariés
- Taux de charges sociales : 48% (cadres et non cadres)
- Méthode rétrospective avec prorata temporis.

Garantie liée à la cession Vokkero

Le prix de cession de la branche audio Vokkero de 6 500 000€ a été libéré à l'exception de 500 000€ de contre-garantie de la garantie conventionnelle, qui sera libéré sur 3 ans en Novembre 2020/2021/2022 en tranches de 166 666€ selon le contrat.

BSA Harbert

Il est rappelé que la Société HARBERT a la possibilité de souscrire à des bons de souscription d'actions (BSA) permettant de souscrire un nombre d'actions représentant un montant maximum global de 240 000€ (12% des fonds empruntés) sur l'ensemble de l'émission obligataire).
Cet engagement a été pris à l'issue du CA du 26 juin 2019 en complément de la souscription d'un emprunt obligataire de 2 000 000€.
L'émission de ces BSA doit être effectuée avant Mars 2021.
La société HARBERT a une période de souscription de 10 ans pour exercer ce droit, à compter de l'émission de ces BSA.

6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant
Produits exceptionnels	
- CESSIONS IMMOBILISATIONS	6 500 000
Total	6 500 000
Charges exceptionnelles	
- FOURNISSEURS HONORAIRES EXCEPT	959 583
- AMENDES	4 336
- CESSIONS IMMOBILISATIONS	2 962 664
- REBUT CESSION STOCK	1 077 000
- PROVISION POUR CHARGES HONORAIRES	71 000
- DOTATION EXCEPT IMMOBILISATIONS	348
Total	5 074 931
Resultat Exceptionel	1 425 069

Charges et produits sur exercices antérieurs

Néant

7. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de 1 822 192€ est essentiellement constitué de la reprise de provisions des titres ADEUNIS NA, filiale Américaine, pour 2 357 414€, qui n'est plus d'actualité par suite de la cession Vokkero, cette filiale ayant été vendu à VOGO.
Les charge de 533 572€ sont constituées des intérêts sur l'emprunt obligataire HARBERT pour 369 537€, d'intérêts d'emprunt pour 95 608 et de diverses charges pour 68 427€.

8. DEFICITS REPORTABLES

Au 31 mars 2020, la société dispose de 16 885 670€ de déficits reportables.

9. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires payés aux Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2019/2020, nommés conjointement, sont les suivants :

- BDO 26.80k€ HT
- Deloitte 35.20k€ HT